

# **COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES**

**ALBARET, Céleste. *Monsieur Proust*, Paris, Robert Laffont, 2014.**

Céleste Albaret fut la gouvernante de Marcel Proust à l'époque où il écrit la recherche du temps perdu. Ses souvenirs ont été recueillis par Georges Belmont. Il y a d'abord le refus d'une certaine image de l'écrivain : « *Il se trouve encore beaucoup de gens pour croire et dire que M. Proust était, sinon un fou, du moins un peu fou, qu'il exagérait à plaisir sa maladie et qu'il était loin d'être asthmatique au point où il voulait bien le déclarer et le montrer... On est même allé jusqu'à prétendre qu'il fallait rattacher cela à sa mère, au grand amour qu'il avait eu pour elle dans son enfance... Tout cela est ridicule, pour ne pas dire pur mensonge.* » Ce qui apparaît peut-être ici, c'est le refus d'une vision psychanalytique, un peu simpliste, de Marcel Proust. On voit surtout apparaître l'écrivain dans sa vie quotidienne, une vie dans laquelle la création tient une place importante : « *Le miracle de M. Proust, c'est sûrement sa volonté. Et sa volonté, c'était son livre.* » Proust est donc un asthmatique, guéri par la création littéraire. Céleste Albaret montre qu'il avait besoin de son univers imaginaire : « *C'est lorsqu'il me parlait du monde de son enfance que j'ai commencé à me rendre compte qu'il ne vivait que dans le rêve de sa mémoire et pour ce rêve.* » Si Proust semblait vivre comme un reclus, c'est qu'il vivait en fait enfermé dans son univers imaginaire. Pour en sortir, il avait besoin de la création littéraire : « *S'il lui arrivait d'écrire en continuité pour achever un livre, souvent aussi il travaillait tantôt à l'un, tantôt à l'autre, selon l'idée du moment ou les corrections et les additions que lui suggéraient sa réflexion et ses renseignements.* » Ce qui apparaît ici, ce sont les méthodes de travail de Marcel Proust. L'écrivain lui-même n'était pas dupe des raisons pour lesquelles André Gide avait fait refuser son œuvre par Gallimard : « *[Gide] m'a jugé sur l'idée qu'il se faisait de ma vie, de mes sorties dans le monde. Mon camélia à la boutonnière, les avait probablement incités, lui et ses amis, à se figurer que j'étais un bon à rien.* » Il apparaît ici que Gide n'avait pas compris la recherche du temps perdu. Il n'y avait, peut-être aussi, aucune sympathie entre les deux hommes. Céleste Albaret dit : « *M. Proust n'aimait ni n'estimait Gide. Non qu'il lui en voulût du refus du manuscrit de Swann - je le répète ; il avait trop de générosité, de noblesse et de tolérance humaine pour cela. C'était l'esprit de l'homme autant que de l'œuvre qu'il n'approuvait pas, bien qu'il eût une certaine admiration pour le style et le talent de l'écrivain.* » Sans doute s'agit-il en fait de deux personnalités que tout opposait. Peut-être Proust avait-il uniquement son œuvre comme objectif. Céleste Albaret dit : « *Toute la recherche de M. Proust, tout son grand sacrifice à son œuvre, cela a été de se mettre hors du temps pour le retrouver.* »

Roger Klotz

**BADALASSI, Nicolas. *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki, 1965-1975*, Presses universitaires de Rennes, 2014.**

De 1972 à 1975, trente États européens, les États-Unis et le Canada se réunissent en une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui lance le « processus d'Helsinki » réputé avoir fortement contribué à la fin de la guerre froide. La France joue tout au long des négociations un rôle majeur dont l'orientation est donnée par le général de Gaulle qui, dans sa conférence de presse du 4 février 1965, avait annoncé une politique de « détente, entente et coopération ». En effet, dans l'esprit du chef de l'État, la bipolarisation du monde en deux blocs antagonistes est une anomalie historique. Il souhaite que les peuples du vieux continent puissent se développer et agir indépendamment des alliances contraignantes. La France appuie sa position sur trois principes : l'idée d'une réunification ultérieure de l'Allemagne, la construction européenne et le bloc détente-entente-coopération préconisé par de Gaulle. Dans le

même temps, du Général à Mitterrand, se manifeste une égale volonté : maintenir la France à son rang d'influence réelle et se faire le champion du dialogue entre les deux blocs. Si, pour la France, la CSCE doit aboutir au démantèlement de l'ordre institué à Yalta et dissoudre progressivement les divisions, l'URSS souhaite à l'inverse le gel de la division de l'Europe et de l'Allemagne. La conférence aboutit à des résultats importants. La première série de ceux-ci se rapporte à la sécurité. Elle comprend notamment l'inviolabilité des frontières, la renonciation à la force, la non-intervention dans les affaires intérieures, le respect de la souveraineté des États, la droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un autre volet porte sur le développement des contacts humains et des échanges culturels, ce qui touche aux droits de l'homme. Enfin la conférence annonce des progrès dans le domaine de la coopération économique, scientifique et technique. Les Soviétiques considèrent que la CSCE aboutit pour eux à un grand succès et entérine la carte politique de l'Europe. À ceux d'entre eux qui perçoivent un danger à travers la promotion des droits de l'homme, les dirigeants répondent que les profits politiques et économiques valent largement le risque d'une éventuelle contestation. La presse occidentale elle aussi souligne le succès de la diplomatie de Moscou. Or, dans le long terme, le résultat se révèle inverse. La France est la première à tabler sur une telle issue car, selon elle, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la coopération et les droits de l'homme constituent de puissants germes de liberté et compromettent la survie des blocs, tandis que la signature de l'Acte final consacre la détente. De même la France ne perd pas de vue l'idée d'une réunification allemande. En outre la conférence a admis l'idée que tous les principes proclamés se situent sur un pied d'égalité, ce qui ouvre de larges possibilités d'action pour les occidentaux. De fait, au cours des années suivantes, les revendications en faveur des droits de l'homme grandissent dans le bloc de l'Est. Sur tous ces points, Nicolas Baldassi livre une étude magistrale, neuve, convaincante, nourrie de nombreuses archives inédites, étude à la fois foisonnante et maîtrisée. Dans le détail la généalogie de la négociation, ses suites à long terme, les inflexions dues aux choix des présidents français dans la lignée gaullienne inspirent des développements riches. L'auteur montre bien que la CSCE a participé à l'entrée en agonie de la guerre froide et qu'elle a, selon le mot de Georges Pompidou, introduit « le virus de la liberté » à l'Est.

Ralph Schor

**BAUDUS, Florence de. *Caroline Bonaparte, sœur d'empereur, reine de Naples*, Paris, Perrin, 2014.**

Née en décembre 1946, Florence de Baudus a une maîtrise de lettres modernes. Elle a animé des chroniques radiophoniques et publié des articles de critique littéraire. Agatha Christie est l'héroïne de l'un de ses romans. L'un des aïeux de Florence de Baudus a été gouverneur des fils de Caroline Bonaparte. L'auteur de cette biographie a utilisé, entre autres, la correspondance, souvent inédite, de Caroline pour écrire ce livre. Elle dit : « *J'ai voulu la suivre dans les changements majeurs de son existence, la regarder passer de l'enfance à la maturité, être reine à travers les yeux des Napolitains autant qu'à travers ceux des Français. Car, à la différence de ses sœurs, Caroline a régné, et, nous le verrons, avec un sérieux, une maîtrise, que ses frères, Joseph, Louis et Jérôme, sont loin d'avoir eue.* » Caroline Bonaparte, la plus jeune sœur de Napoléon, a épousé Murat. Reine de Naples, elle occupe la régence quand son mari participe à la campagne de Russie. Elle s'est activement occupée des fouilles de Pompéi. Quand Murat rejoint l'Empereur au moment des Cent-Jours, elle fait tout pour garder le pouvoir avant d'être contrainte à l'exil. Elle meurt à Florence en 1839. Par un livre bien documenté, Florence

de Baudus nous présente un destin hors du commun et fait apparaître sous un angle original un aspect important de la domination napoléonienne.

Roger Klotz

**CONTRUCCI, Jean.** *Les Nouveaux Mystères de Marseille. Rendez-vous au moulin du diable*, Éditions J.-C. Lattès, 2014.

Jean Contrucci, né le 7 juin 1939 à Marseille, est licencié ès-lettres et journaliste. Il a été pendant un certain temps responsable de la page littéraire du journal *Le Provençal* puis de *La Provence*. Il a également été correspondant à Marseille du journal *Le Monde*. Il appartient donc à l'univers culturel marseillais. Le sous-titre de son roman, *Les Nouveaux Mystères de Marseille*, est peut-être un clin d'œil à Zola. Jean Contrucci se situe ainsi dans toute une tradition littéraire. L'action du roman se situe en 1908. Un petit garçon de deux ans est enlevé dans le jardin public du Pharo, près du Vieux-Port. Cette vaste affaire constituerait simplement un roman policier si son originalité ne résidait pas en 2014 dans l'utilisation du « parler marseillais ». L'auteur précise, dans une note située en préambule de son roman, que les Marseillais de la Belle Époque sont bilingues : ils parlent franco-marseillais, truffant leur langue d'expressions venant du Provençal. Formé à l'université par les professeurs Rostaing et Mounin Le Boucher, Jean Contrucci évoque dans son roman un état de langue qui a mis beaucoup de temps à s'estomper. L'originalité du roman est sans doute d'être un « polar » qui repose sur un état de langue particulier. Pagnol avait déjà introduit le parler marseillais au théâtre avec *La Trilogie*. Contrucci introduit cet état de langue dans le roman, donnant ainsi à son œuvre une forme d'humour. Jean Contrucci n'est pas seulement un chroniqueur littéraire. Il sait aussi être romancier. C'est un écrivain.

Roger Klotz

**FONTAINE, Thomas et PESCHANSKI, Denis.** *La Collaboration Vichy Paris Berlin*, Paris, Tallandier 2014.

« *Radio Paris ment, Radio Paris est allemand* ».

Ce livre sort au moment où se tient à Paris, aux Archives nationales, une exposition sur le sujet. Il est coédité avec le ministère de la Défense et les Archives nationales. Thomas Fontaine a soutenu une thèse de doctorat sur la déportation. Denis Peschanski est directeur de recherche au CNRS. Ce livre rassemble et commente un grand nombre de documents : affiches, tracts, procès-verbaux, mains courantes, registres d'écrou, etc. Les préfaciers soulignent que le but essentiel du livre est « *de donner à comprendre toute la complexité de la Collaboration* ». Cet ouvrage illustre la mission des Archives nationales, qui est de conserver et, surtout, de faire connaître les documents dont ce service est dépositaire. Les auteurs ont cherché à étudier les différentes formes prises par la Collaboration : naissance de l'État français, une politique raciale, le rôle joué par l'amiral Darlan, l'importance du STO, les activités de Doriot, Brasillach, la responsabilité du gouvernement de Vichy dans la dénonciation des citoyens français de religion juive... Cet ouvrage de luxe, qui est en même temps une somme, mérite d'être connu.

Roger Klotz

**FRANK, Robert et ROUSSEL, Éric, (dir.). *Deux passions françaises. Pierre Mendès France et Charles de Gaulle*, Paris, CNRS Éditions, 2014.**

Le thème classique des vies parallèles, jadis pratiqué par Plutarque, est appliqué avec bonheur au général de Gaulle et à Pierre Mendès France. Les divergences entre les deux hommes sont probablement mieux connues que leurs rencontres. Ils sont issus de deux milieux sociaux et culturels différents. De Gaulle, influencé par le catholicisme social est moins sensible à l'enseignement des Lumières que Mendès France. Ce dernier accorde un rôle central à la Révolution française, à la République démocratique et parlementaire, aux principes civils, à une inspiration souvent technocratique, tandis que le militaire pragmatique et soucieux d'efficacité incline davantage vers une République plébiscitaire. Cependant de nombreuses convergences peuvent être observées. Outre leur combat commun dans la résistance, les deux hommes partagent certaines expériences comme le service dans des armes techniques, chars et aviation, et la détention en temps de guerre. Certaines rencontres, pour être apparemment anecdotiques, sont très significatives d'une réelle estime : PMF aurait initialement envisagé de s'abstenir lors du référendum du 28 septembre 1958 et ne se ravisa que sur l'insistance de ses amis ; de Gaulle demande un découpage électoral facilitant l'élection de PMF à Louviers en vue des législatives de novembre 1958. Plus fondamentalement ils montrent de réelles facultés d'anticipation et vont rapidement à l'essentiel. La haute idée qu'ils sont de la patrie et leur ouverture aux débats intellectuels les transforme en avocats de la modernisation économique et sociale. Adaptables et hommes de mouvement, ils refusent le diktat de la fatalité et les compromissions. Ils acceptent la décolonisation, la construction rationnelle de l'Europe, l'arme nucléaire, l'usage de la communication de masse. Démocrates et laïques, ils refusent la toute-puissance de partis et barrent la route aux extrémistes. Ils dépassent les clivages habituels entre droite et gauche et cherchent à rassembler. Tous deux sont détestés par l'extrême droite. Certes les deux hommes obéissent à leurs priorités respectives et adoptent des rythmes différents. Le livre montre de très nombreuses nuances et des divergences fondamentales, surtout dans le domaine des institutions. Mais de Gaulle et Mendès France occupent en commun une place éminente dans le panthéon des grands Français du XX<sup>e</sup> siècle.

Ralph Schor

**MACMILLAN, Margaret. *Vers la Grande Guerre. Comment l'Europe a renoncé à la paix*, Paris, Autrement, 2014.**

Margaret MacMillan, professeur au St Antony's College d'Oxford, publie une fresque gigantesque et colorée sur la période qui a conduit l'Europe au drame de 1914. En vérité ce travail ambitieux et érudit fut rendu possible grâce au travail de cinq assistants de recherche que l'auteur remercie chaleureusement. L'ouvrage met le lecteur en contact avec l'historiographie anglo-saxonne. En effet, la thèse de Jean-Jacques Becker mise à part, il ne cite aucune étude française, pas même les classiques de Renouvin et Duroselle portant sur les relations internationales. Le lecteur sera peut-être surpris par une liberté de ton inhabituelle : Guillaume II est « un enfant », le sultan ottoman « un misérable despote ». Pour se faire comprendre, l'auteur opère des rapprochements audacieux : l'épisode de Fachoda est mis en parallèle avec la crise des missiles à Cuba en 1962, l'affaire Dreyfus préfigure le scandale du Watergate, les attentats anarchistes de la Belle Époque évoquent Al-Qaïda et le 11 septembre 2001. La lecture de ce gros livre se révèle agréable car Margaret MacMillan se signale par la clarté et la vie de son propos qui, tout en gardant une dimension scientifique, ne recule pas devant certains procédés journalistiques, le recours fréquent à l'anecdote significative, la démonstration impressionniste.

Quant au fond, on retiendra des développements bien venus sur le mouvement des idées, le darwinisme social, le nationalisme, le militarisme, le pacifisme, la politique des grandes puissances. La thèse centrale de l'ouvrage est que les institutions, les rivalités économiques, les idéologies ont pu jouer un rôle dans le déclenchement de la guerre, mais que l'action des hommes se révèle déterminante. Un rôle central est attribué à la faiblesse de Nicolas II face à ses généraux, à l'aveuglement et à la morgue de Guillaume II, au fatalisme du chancelier Bethmann-Hollweg affligé par la mort de son épouse bien-aimée, à la soif de gloire du chef d'état-major autrichien Conrad voulant impressionner sa future épouse, aux préjugés de sir Edward Grey... Cette conception conduit l'auteur à broser des portraits fouillés cherchant à dévoiler la psychologie des personnages. On retiendra, parmi beaucoup d'autres, les figures de Salisbury, von Bulow, Tirpitz, Schlieffen, Moltke, les pacifistes Bertha von Stuttner et Ivan Bloch... Pour Margaret MacMillan trois pays portent la responsabilité essentielle de l'entrée en guerre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie ; la Grande-Bretagne et la France sont exonérées de toute volonté belliciste mais soupçonnées de n'avoir pas assez fait pour empêcher le conflit. Cependant, au-delà des pays et en opposition totale à la vieille conception historiographique marxiste, c'est un petit groupe d'hommes puissants qui est mis en accusation devant le tribunal de la postérité, des hommes trop médiocres pour avoir su résister aux pressions impérialistes et en avoir prévu les dramatiques conséquences.

Ralph Schor

**MARES, Antoine et REY, Marie-Pierre (dir.). *Mémoires et émotions. Au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014.**

Vingt-six historiens se sont réunis pour rendre hommage à leur collègue Robert Frank qui a souligné l'importance du concept d'émotion dans l'évolution des relations internationales aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Parmi les contributions réunies dans le livre, l'Allemagne et ses rapports avec la France tiennent une place de choix. La première étude est à juste titre centrée sur Auschwitz, le plus grand cimetière du monde, lieu d'expression d'une émotion universelle en raison de la violence absolue qui y fut déployée. Le livre *Das Amt* qui suscita un intérêt passionné en Allemagne, lors de sa parution en 2010, pose la question de l'implication des diplomates germaniques dans le régime nazi et leur degré de connaissance de la shoah, voire leur complicité avec le génocide. La chute du mur de Berlin en 1989 éveilla une intense émotion nationale et internationale. Les relations franco-allemandes constituent un vaste réservoir d'émotions et de ressentiments nourris par les guerres, le traité de Versailles, les rejeux de la mémoire, la périodique crainte française de voir renaître un Reich dominateur, toutes passions que la construction européenne et le traité conclu entre les deux pays essaient de ramener sur le chemin de la raison. Il n'en demeure pas moins que la célébration des anniversaires de la construction de l'Europe suscite encore des émotions, celles-ci non agressives, exprimant espoir, fierté ou déception quant à l'avenir collectif du vieux continent. Les crises européennes récentes, comme celle de 2010-2013, paraissent plus violentes que celles du passé car elles sont amplifiées par l'écho moderne des médias et des sondages. L'ouvrage analyse ensuite des émotions plus anciennes comme la stupeur et le désenchantement ressentis par les Français après la campagne de Russie menée par Napoléon I<sup>er</sup> ; le siège des légations étrangères à Pékin en 1900 et les violences qui s'ensuivirent ; le petit incident de Tampico au Mexique en 1914 devenu une vaste crise diplomatique, militaire et géostratégique impliquant les États-Unis ; la guerre civile d'Espagne qui engendra tant d'enthousiasmes, d'engagements, de peurs ; la conférence de Munich en 1938 devenue le symbole stéréotypé de tous les échecs, les démissions, les indifférences ; la guerre froide qui éveilla de part et d'autre de multiples

craintes ; la naissance contemporaine d'une culture-monde qui, en dépit du progrès matériel, suscite des appréhensions. La peur des épidémies, de l'effondrement économique général, du terrorisme traduit des angoisses collectives mêlant faits bien réels et irrationalité. Ce livre savant montre que les émotions, individuelles ou collectives, liées à des événements traumatisants, attentats, crises, guerres, événements de plus en plus médiatisés, naissent *motu proprio* ou sont fortement instrumentalisés. Ces émotions constituent dans tous les cas un des grands moteurs des relations internationales.

Ralph Schor

**TEXIER, Fabienne et HIGUERAS, Jean.** *Monaco il y a cent ans en cartes postales anciennes.* Éditions patrimoine media. Prahecq, 2016.

Fabienne Texier est l'auteur du texte de ce livre ; Jean Higueras est responsable de l'iconographie. L'ouvrage présente un peu plus de cent cartes postales d'avant 1930. Collectionnées depuis le début du siècle, les cartes postales ont traversé le temps. Les rassembler permet de donner une image de la ville et de créer un ouvrage d'histoire locale où se mêlent architecture et patrimoine. En ce qui concerne la Principauté de Monaco, on voit apparaître des vues générales de Monte-Carlo, le Palais princier, des aspects de la route de Nice à Monaco, l'église Sainte-Dévote. On ne peut oublier bien sûr la relève de la garde, sans doute parce que c'est un élément qui attire les touristes. Il y a également des photographies de vieilles rues, comme la rue Basse, la rue du Milieu ou la rue de l'église avec ses voûtes de pierres. Une certaine place est accordée au Musée océanographique créé en 1899 par le Prince Albert 1<sup>er</sup> ; à l'origine, ce musée devait abriter les collections scientifiques accumulées par le prince au cours de ses expéditions ; il est rapidement devenu un véritable institut de recherches scientifiques. Ainsi, Monaco n'a pas qu'une vocation touristique mais participe également au développement des sciences. Le Jardin exotique, qui attire énormément les visiteurs, abrite des plantes que l'on trouve habituellement dans des zones tropicales ; ainsi Monaco apparaît comme un centre de la botanique. La Principauté se présente comme un État ouvert à toutes les sciences, qui attire et qui enrichit la région. Si l'on ne peut nier l'importance de l'industrie touristique de Monaco, on ne peut cependant pas négliger les autres aspects de l'économie monégasque.

Roger Klotz